

## Bijlage

Versterkte partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Kazachstan, anderzijds

Dit document dat 447 pagina's telt, is beschikbaar via het adres: <https://eeas.europa.eu>.

Brussel, vrijdag 31 maart 2017.

De voorzitter,  
De Secretaris  
De Griffier

Brussel, 27 april 2017.

Voor de Brusselse Franstalige Regering,  
Fadila LAANAN,  
Minister-presidente van de Brusselse Franstalige Regering, bevoegd voor de Begroting,  
het Onderwijs,  
het Schooltransport, de Kinderopvang, Sport en Cultuur  
Rudi VERVOORT,  
Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de Sociale Samenhang en Toerisme  
Cécile JODOGNE,  
Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor het openbaar ambt, het gezondheidsbeleid  
Didier GOSUIN,  
Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de beroepsopleiding  
Céline FREMAULT,  
Minister van de Brusselse Franstalige bevoegd voor het Hulpbeleid voor personen met een handicap,  
de Sociale Actie, het Gezin en internationale Betrekkingen

---

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C - 2017/11935]

**27 AVRIL 2017. — Décret portant assentiment à la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro le 27 octobre 2005**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 127 de celle-ci.

**Art. 2.** La Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro le 27 octobre 2005, sortira son plein et entier effet.

---

Annexe

**Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société (1)**

**Préambule**

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que l'un des buts du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes fondés sur le respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit, qui sont leur patrimoine commun;

Reconnaissant la nécessité de placer la personne et les valeurs humaines au centre d'un concept élargi et transversal du patrimoine culturel;

Mettant en exergue la valeur et le potentiel du patrimoine culturel bien géré en tant que ressource de développement durable et de qualité de la vie dans une société en constante évolution;

Reconnaissant que toute personne a le droit, tout en respectant les droits et libertés d'autrui, de s'impliquer dans le patrimoine culturel de son choix comme un aspect du droit de prendre librement part à la vie culturelle consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies (1948) et garanti par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966);

Convaincus du besoin d'impliquer chacun dans le processus continu de définition et de gestion du patrimoine culturel;

Convaincus du bien-fondé des politiques du patrimoine et des initiatives pédagogiques qui traitent équitablement tous les patrimoines culturels et promeuvent ainsi le dialogue entre les cultures et entre les religions;

Se référant aux divers instruments du Conseil de l'Europe, en particulier la Convention culturelle européenne (1954), la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe (1985), la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (1992, révisée) et la Convention européenne du paysage (2000);

Certains de l'intérêt existant à créer un cadre paneuropéen de coopération qui vienne favoriser le processus dynamique de mise en application effective de ces principes;

Sont convenus de ce qui suit :

### TITRE I<sup>er</sup>. — Objectifs, définitions et principes

#### Article 1<sup>er</sup>. — Objectifs de la Convention

Les Parties à la présente Convention conviennent :

a de reconnaître que le droit au patrimoine culturel est inhérent au droit de participer à la vie culturelle, tel que défini dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme;

b de reconnaître une responsabilité individuelle et collective envers ce patrimoine culturel;

c de faire ressortir que la conservation du patrimoine culturel et son utilisation durable ont comme but le développement humain et la qualité de la vie;

d de prendre les mesures nécessaires pour l'application des dispositions de la présente Convention en ce qui concerne :

– l'apport du patrimoine culturel dans l'édification d'une société pacifique et démocratique ainsi que dans le processus de développement durable et de promotion de la diversité culturelle;

– la meilleure synergie des compétences entre tous les acteurs publics, institutionnels et privés concernés.

#### Article 2. — Définitions

Aux fins de la présente Convention,

a le patrimoine culturel constitue un ensemble de ressources héritées du passé que des personnes considèrent, par-delà le régime de propriété des biens, comme un reflet et une expression de leurs valeurs, croyances, savoirs et traditions en continuelle évolution. Cela inclut tous les aspects de l'environnement résultant de l'interaction dans le temps entre les personnes et les lieux;

b une communauté patrimoniale se compose de personnes qui attachent de la valeur à des aspects spécifiques du patrimoine culturel qu'elles souhaitent, dans le cadre de l'action publique, maintenir et transmettre aux générations futures.

#### Article 3. — Patrimoine commun de l'Europe

Les Parties conviennent de promouvoir une reconnaissance du patrimoine commun de l'Europe qui recouvre :

a tous les patrimoines culturels en Europe constituant dans leur ensemble une source partagée de mémoire, de compréhension, d'identité, de cohésion et de créativité; et,

b les idéaux, les principes et les valeurs, issus de l'expérience des progrès et des conflits passés, qui favorisent le développement d'une société de paix et de stabilité fondée sur le respect des Droits de l'Homme, de la démocratie et de l'Etat de droit.

#### Article 4. — Droits et responsabilités concernant le patrimoine culturel

Les Parties reconnaissent :

a que toute personne, seule ou en commun, a le droit de bénéficier du patrimoine culturel et de contribuer à son enrichissement;

b qu'il est de la responsabilité de toute personne, seule ou en commun, de respecter aussi bien le patrimoine culturel des autres que son propre patrimoine et en conséquence le patrimoine commun de l'Europe;

c que l'exercice du droit au patrimoine culturel ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui sont nécessaires dans une société démocratique à la protection de l'intérêt public, des droits et des libertés d'autrui.

#### Article 5. — Droit et politiques du patrimoine culturel

Les Parties s'engagent :

a à reconnaître l'intérêt public qui s'attache aux éléments du patrimoine culturel en fonction de leur importance pour la société;

b à valoriser le patrimoine culturel à travers son identification, son étude, son interprétation, sa protection, sa conservation et sa présentation;

c à assurer, dans le contexte particulier de chaque Partie, l'existence de mesures législatives relatives aux modalités d'exercice du droit au patrimoine culturel défini à l'article 4;

d à favoriser un environnement économique et social propice à la participation aux activités relatives au patrimoine culturel ;

e à promouvoir la protection du patrimoine culturel comme un élément majeur des objectifs conjugués du développement durable, de la diversité culturelle et de la création contemporaine;

f à reconnaître la valeur du patrimoine culturel situé sur les territoires relevant de leur juridiction, quelle que soit son origine;

g à élaborer des stratégies intégrées pour faciliter la réalisation des dispositions de la présente Convention.

*Article 6. – Effets de la Convention*

Aucune des dispositions de la présente Convention ne sera interprétée :

a comme limitant ou portant atteinte aux Droits de l'Homme et aux Libertés fondamentales qui pourraient être sauvegardés par des instruments internationaux, notamment par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales;

b comme affectant les dispositions plus favorables concernant le patrimoine culturel et l'environnement qui figurent dans d'autres instruments juridiques nationaux ou internationaux;

c comme créant des droits exécutoires.

**TITRE II. — Apport du patrimoine culturel à la société et au développement humain***Article 7. – Patrimoine culturel et dialogue*

Les Parties s'engagent, à travers l'action des pouvoirs publics et des autres organes compétents :

a à encourager la réflexion sur l'éthique et sur les méthodes de présentation du patrimoine culturel ainsi que le respect de la diversité des interprétations;

b à établir des processus de conciliation pour gérer de façon équitable les situations où des valeurs contradictoires sont attribuées au même patrimoine par diverses communautés;

c à accroître la connaissance du patrimoine culturel comme une ressource facilitant la coexistence pacifique en promouvant la confiance et la compréhension mutuelle dans une perspective de résolution et de prévention des conflits;

d à intégrer ces démarches dans tous les aspects de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.

*Article 8. – Environnement, patrimoine et qualité de la vie*

Les Parties s'engagent à utiliser tous les aspects patrimoniaux de l'environnement culturel :

a pour enrichir les processus du développement économique, politique, social et culturel, et l'aménagement du territoire, en recourant, si nécessaire, à des études d'impact culturel et à des stratégies de réduction des dommages;

b pour promouvoir une approche intégrée des politiques relatives à la diversité culturelle, biologique, géologique et paysagère visant un équilibre entre ces composantes;

c pour renforcer la cohésion sociale en favorisant le sentiment de responsabilité partagée envers l'espace de vie commun;

d pour promouvoir un objectif de qualité pour les créations contemporaines s'insérant dans l'environnement sans mettre en péril ses valeurs culturelles.

*Article 9. – Usage durable du patrimoine culturel*

Pour faire perdurer le patrimoine culturel, les Parties s'engagent :

a à promouvoir le respect de l'intégrité du patrimoine culturel en s'assurant que les décisions d'adaptation incluent une compréhension des valeurs culturelles qui lui sont inhérentes;

b à définir et à promouvoir des principes de gestion durable, et à encourager l'entretien;

c à s'assurer que les besoins spécifiques de la conservation du patrimoine culturel sont pris en compte dans toutes les réglementations techniques générales;

d à promouvoir l'utilisation des matériaux, des techniques et du savoir-faire issus de la tradition, et à explorer leur potentiel dans la production contemporaine;

e à promouvoir la haute qualité des interventions à travers des systèmes de qualification et d'accréditation professionnelles des personnes, des entreprises et des institutions.

*Article 10. – Patrimoine culturel et activité économique*

En vue de valoriser le potentiel du patrimoine culturel en tant que facteur de développement économique durable, les Parties s'engagent :

a à accroître l'information sur le potentiel économique du patrimoine culturel et à l'utiliser ;

b à prendre en compte le caractère spécifique et les intérêts du patrimoine culturel dans l'élaboration des politiques économiques; et

c à veiller à ce que ces politiques respectent l'intégrité du patrimoine culturel sans compromettre ses valeurs intrinsèques.

**TITRE III. — Responsabilité partagée envers le patrimoine culturel et participation du public***Article 11. – Organisation des responsabilités publiques en matière de patrimoine culturel*

Dans la gestion du patrimoine culturel, les Parties s'engagent :

a à promouvoir une approche intégrée et bien informée de l'action des pouvoirs publics dans tous les secteurs et à tous les niveaux;

b à développer les cadres juridiques, financiers et professionnels qui permettent une action combinée de la part des autorités publiques, des experts, des propriétaires, des investisseurs, des entreprises, des organisations non gouvernementales et de la société civile;

c à développer des pratiques innovantes de coopération des autorités publiques avec d'autres intervenants;

d à respecter et à encourager des initiatives bénévoles complémentaires à la mission des pouvoirs publics;

e à encourager les organisations non gouvernementales concernées par la conservation du patrimoine d'intervenir dans l'intérêt public.

*Article 12. – Accès au patrimoine culturel et participation démocratique*

Les Parties s'engagent :

- a à encourager chacun à participer :
  - au processus d'identification, d'étude, d'interprétation, de protection, de conservation et de présentation du patrimoine culturel ;
  - à la réflexion et au débat publics sur les chances et les enjeux que le patrimoine culturel représente ;
- b à prendre en considération la valeur attachée au patrimoine culturel auquel s'identifient les diverses communautés patrimoniales;
- c à reconnaître le rôle des organisations bénévoles à la fois comme partenaire d'intervention et comme facteurs de critique constructive des politiques du patrimoine culturel;
- d à prendre des mesures pour améliorer l'accès au patrimoine, en particulier auprès des jeunes et des personnes défavorisées, en vue de la sensibilisation à sa valeur, à la nécessité de l'entretenir et de le préserver, et aux bénéfices que l'on peut en tirer.

*Article 13. – Patrimoine culturel et savoir*

Les Parties s'engagent :

- a à faciliter l'insertion de la dimension patrimoniale culturelle à tous les niveaux de l'enseignement, pas nécessairement en tant qu'objet d'étude spécifique, mais comme un moyen propice d'accès à d'autres domaines de connaissance;
- b à renforcer le lien entre l'enseignement dans le domaine du patrimoine culturel et la formation continue;
- c à encourager la recherche interdisciplinaire sur le patrimoine culturel, les communautés patrimoniales, l'environnement et leurs relations;
- d à encourager la formation professionnelle continue et l'échange des connaissances et de savoir-faire à l'intérieur et à l'extérieur du système d'enseignement.

*Article 14. – Patrimoine culturel et société de l'information*

Les Parties s'engagent à développer l'utilisation des techniques numériques pour améliorer l'accès au patrimoine culturel et aux bénéfices qui en découlent :

- a en encourageant les initiatives qui favorisent la qualité des contenus et tendent à garantir la diversité des langues et des cultures dans la société de l'information;
- b en favorisant des normes compatibles à l'échelon international relatives à l'étude, à la conservation, à la mise en valeur et à la sécurité du patrimoine culturel, tout en luttant contre le trafic illicite en matière de biens culturels;
- c en visant à lever les obstacles en matière d'accès à l'information relative au patrimoine culturel, en particulier à des fins pédagogiques, tout en protégeant les droits de propriété intellectuelle;
- d en ayant conscience que la création de contenus numériques relatifs au patrimoine ne devrait pas nuire à la conservation du patrimoine existant.

**TITRE IV. — Suivi et coopération***Article 15. – Engagement des Parties*

Les Parties s'engagent :

- a à développer, à travers le Conseil de l'Europe, une fonction de suivi portant sur les législations, les politiques et les pratiques en matière de patrimoine culturel, conformément aux principes énoncés par la présente Convention;
- b à maintenir, à développer et à alimenter en données un système partagé d'information, accessible au public, qui facilite l'évaluation de la mise en oeuvre par chaque Partie des engagements résultant de la présente Convention.

*Article 16. – Mécanisme de suivi*

a Le Comité des Ministres, conformément à l'article 17 du Statut du Conseil de l'Europe, instituera un comité approprié ou désignera un comité déjà existant chargé du suivi de l'application de la Convention et habilité à définir les modalités d'exercice de sa mission;

b Le comité ainsi désigné :

- établit des règles de procédure en tant que de besoin;
- supervise le système partagé d'information visé à l'article 15 en établissant un rapport d'ensemble sur la mise en oeuvre des engagements liés à la Convention;
- formule un avis consultatif sur toute question d'une ou de plusieurs Parties relative à l'interprétation de la Convention, en prenant en considération tous les instruments juridiques du Conseil de l'Europe;
- à l'initiative d'une ou de plusieurs Parties, entreprend une évaluation de l'un ou l'autre aspect de leur application de la Convention;
- encourage la mise en oeuvre transsectorielle de la présente Convention en collaborant avec d'autres comités et en participant à d'autres initiatives du Conseil de l'Europe;
- fait rapport au Comité des Ministres sur ses activités.

Le comité peut associer à ses travaux des experts et des observateurs.

*Article 17. – Coopération à travers les activités de suivi*

Les Parties s'engagent à coopérer entre elles et à travers le Conseil de l'Europe dans la poursuite des objectifs et des principes de cette Convention, particulièrement dans la promotion de la reconnaissance du patrimoine commun de l'Europe :

- a en mettant en place des stratégies de collaboration répondant aux priorités retenues dans le processus de suivi;
- b en promouvant les activités multilatérales et transfrontalières, et en développant des réseaux de coopération régionale afin de mettre en œuvre ces stratégies;
- c en échangeant, en développant, en codifiant et en assurant la diffusion de bonnes pratiques;
- d en informant le public sur les objectifs et la mise en œuvre de la Convention.

Des Parties peuvent, par accord mutuel, établir des arrangements financiers facilitant la coopération internationale.

**TITRE V. — Clauses finales***Article 18. – Signature et entrée en vigueur*

- a La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe.
- b Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire général du Conseil de l'Europe.
- c La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle dix Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention, conformément aux dispositions du paragraphe précédent.
- d Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui exprimerait ultérieurement son consentement à être lié par elle le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

*Article 19. – Adhésion*

- a Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe, ainsi que la Communauté européenne, à adhérer à la présente Convention par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité des Ministres.
- b Pour tout Etat adhérent ou pour la Communauté européenne en cas d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

*Article 20. – Application territoriale*

- a Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.
- b Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire général.
- c Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire général.

*Article 21. – Dénonciation*

- a Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.
- b La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire général.

*Article 22. – Amendements*

- a Toute Partie et le comité cité à l'article 16 peuvent présenter des amendements à la présente Convention.
- b Toute proposition d'amendement est notifiée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe qui la communique aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Parties et à chaque Etat non membre et la Communauté européenne invités à adhérer à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 19.
- c Le comité examine tout amendement présenté et soumet au Comité des Ministres, pour adoption, le texte retenu par une majorité fixée aux trois quarts des représentants des Parties. Après son adoption par le Comité des Ministres à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité par les Etats Parties ayant le droit de siéger au Comité des Ministres, le texte sera envoyé aux Parties pour acceptation.
- d Tout amendement entrera en vigueur, pour les Parties qui l'acceptent, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle dix Etats membres du Conseil de l'Europe auront notifié au Secrétaire général leur acceptation. L'amendement entrera en vigueur, pour toute Partie qui exprimerait ultérieurement son acceptation, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire général de l'acceptation.

*Article 23. – Notifications*

Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat ayant adhéré ou ayant été invité à adhérer à la présente Convention, et à la Communauté européenne ayant adhéré ou été invitée à adhérer :

- a toute signature;
- b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention, conformément à ses articles 18, 19 et 20;
- d tout amendement proposé à la présente Convention, conformément à son article 22, ainsi que la date d'entrée en vigueur dudit amendement;
- e tout autre acte, déclaration, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Faro, le 27 octobre 2005, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe

(1) Le traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2009. Par conséquent, à partir de cette date, toute mention de la Communauté économique européenne doit être lue comme l'Union européenne.

Bruxelles, le 31 mars 2017.

La Présidente

Le Secrétaire

Le Greffier

Bruxelles, le 27 avril 2017.

Pour le Gouvernement francophone bruxellois :

F. LAANAN,

Ministre-Présidente du Gouvernement francophone bruxellois chargée du Budget, de l'Enseignement, du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture.

R. VERVOORT,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme.

Cécile JODOGNE,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Fonction publique, de la politique de la Santé.

D. GOSUIN,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Formation professionnelle.

Céline FREMAULT,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Politique d'aide aux Personnes handicapées, de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales.

—————

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/11935]

**27 APRIL 2017. — Decreet houdende instemming met de kaderconventie van de Raad van Europa over de waarde van het cultureel erfgoed voor de samenleving, opgesteld in Faro op 27 oktober 2005**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen en verkondigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in diens artikel 127.

**Art. 2.** De kaderconventie van de Raad van Europa over de waarde van het cultureel erfgoed voor de samenleving, opgesteld in Faro op 27 oktober 2005, zal volkomen uitwerking hebben.

—————

Bijlage

**Kaderconventie van de Raad van Europa over de waarde van het cultureel erfgoed voor de samenleving (1)**

**Voorafgaande overweging**

De Lidstaten van de Raad van Europa, ondertekenaars van deze Conventie,

Overwegende dat het een van de doelstellingen van de Raad van Europa is om te zorgen voor een nauwere unie tussen zijn leden, met de bedoeling de idealen en de beginselen die hun oorsprong vinden in de rechten van de mens, de democratie en de rechtsstaat, die hun gemeenschappelijk erfgoed zijn, te vrijwaren en te bevorderen;

De noodzaak erkennende om het persoonlijke en de menselijke waarden centraal te plaatsen in een verbrede en transversale notie van cultureel erfgoed;

De waarde en het potentieel van het goed beheerde cultureel erfgoed als bron van duurzame ontwikkeling en levenskwaliteit in een voortdurend veranderende samenleving belichtende;

Erkennende dat elk persoon die de rechten en vrijheden van de anderen respecteert het recht heeft om uit eigen keuze deel te nemen aan het cultureel erfgoed als een aspect van het recht om vrij deel te nemen aan het culturele leven, vastgelegd door de Universele Verklaring van de rechten van de Verenigde Naties (1948) en gewaarborgd door het internationaal Pakt betreffende de economische, sociale en culturele rechten (1966);

Overtuigd van de noodzaak om eenieder te betrekken bij het voortdurende proces dat het cultureel erfgoed definieert en beheert;

Overtuigd van de gegrondheid van het beleid rond erfgoed en de pedagogische initiatieven die al het cultureel erfgoed gelijk behandelen en zo de dialoog tussen de culturen en de religies bevorderen;

Verwijzend naar de verschillende instrumenten van de Raad van Europa, in het bijzonder de Culturele Europese Conventie (1954), de Conventie ter vrijwaring van het architecturaal erfgoed van Europa (1985), de Europese Conventie ter bescherming van het archeologisch erfgoed (1992, herzien) en de Europese Landschapsconventie (2000);

Zeker van het belang om een pan-Europees kader voor samenwerking te creëren dat het dynamisch proces van de effectieve toepassing van deze beginselen komt te begunstigen;

Wordt overeengekomen wat volgt :

### TITEL I. — *Doelstellingen, definities en beginselen*

#### *Artikel 1. – Doelstellingen van de Conventie*

De Partijen van onderhavige Conventie gaan akkoord :

a te erkennen dat het recht op cultureel erfgoed inherent is aan het recht op deelname aan het culturele leven, zoals bepaald in de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens;

b een individuele en collectieve verantwoordelijkheid naar dit cultureel erfgoed toe te erkennen;

c naar voor te brengen dat het beschermen van het cultureel erfgoed en diens duurzaam gebruik de menselijke ontwikkeling en de levenskwaliteit tot doel hebben;

d de maatregelen te treffen die nodig zijn voor de toepassing van de bepalingen van onderhavige Conventie en dit wat betreft :

– de bijdrage van het cultureel erfgoed aan het bouwen aan een vreedvolle en democratische samenleving alsook aan het proces van duurzame ontwikkeling en bevordering van de culturele diversiteit;

– de beste synergie tussen alle openbare, institutionele en private betrokken actoren.

#### *Artikel 2. – Definities*

Voor de toepassing van onderhavige Conventie,

a omvat het cultureel erfgoed een reeks uit het verleden overgeërfde hulpbronnen die personen, voorbij het stelsel van het bezit van goederen, beschouwen als een weerspiegeling en uitdrukking van hun waarden, overtuigingen en kennis die voortdurend evolueren. Daartoe behoren ook alle aspecten van de omgeving die resulteren uit de interactie in de tijd tussen personen en plaatsen;

b een erfgoedgemeenschap bestaat uit personen die waarde hechten aan specifieke aspecten van het cultureel erfgoed die zij in het kader van de beleidsinitiatieven wensen te behouden en over te brengen op de toekomstige generaties.

#### *Artikel 3. – Gemeenschappelijk erfgoed van Europa*

De Partijen gaan akkoord de erkenning van het gemeenschappelijk erfgoed van Europa te bevorderen. Dit gemeenschappelijk erfgoed omvat :

a al het cultureel erfgoed in Europa dat in z'n geheel een gedeelde bron van herinnering, begrip, identiteit, cohesie en creativiteit is; en,

b de idealen, de beginselen en de waarden die resulteren uit de ervaring uit de vooruitgang en de conflicten uit het verleden, die de ontwikkeling van een samenleving met vrede en stabiliteit, gebaseerd op de inachtneming van de Rechten van de Mens, de democratie en de Rechtsstaat, bevorderen.

#### *Artikel 4. – Rechten en verantwoordelijkheden betreffende het cultureel erfgoed*

De Partijen erkennen :

a dat ieder persoon, alleen of gemeenschappelijk, het recht heeft om te genieten van het cultureel erfgoed en bij te dragen tot de verrijking ervan;

b dat het de verantwoordelijkheid is van ieder persoon, alleen of gemeenschappelijk, om zowel het cultureel erfgoed van anderen als zijn eigen erfgoed en bijgevolg het gemeenschappelijk erfgoed van Europa te respecteren;

c dat de uitoefening van het recht op het cultureel erfgoed enkel het voorwerp mag zijn van de beperkingen die in een democratische samenleving noodzakelijk zijn om het openbaar nut, de rechten en de vrijheden van de anderen te vrijwaren.

#### *Artikel 5. – Recht en beleid van het cultureel erfgoed*

De Partijen verbinden zich ertoe :

a het openbaar nut dat verbonden is aan de elementen van het cultureel erfgoed in functie van hun belang voor de samenleving te erkennen;

b het cultureel erfgoed te waarderen door het te identificeren, te bestuderen, te interpreteren, te beschermen, te bewaren en voor te stellen;

c het bestaan van wetgevende maatregelen betreffende de uitvoeringsmodaliteiten van het recht op cultureel erfgoed, bepaald in artikel 4, in de bijzondere context van elke Partij te verzekeren;

d een economische en sociale omgeving te bevorderen die de deelname aan activiteiten in verband met het cultureel erfgoed begunstigt;

e de bescherming van het cultureel erfgoed als een van de belangrijkere elementen van de gecombineerde doelstellingen van de duurzame ontwikkeling, de culturele verscheidenheid en de hedendaagse creatie te bevorderen;

f de waarde van het cultureel erfgoed op de grondgebieden waar zij voor de rechtsspraak verantwoordelijk zijn te erkennen, wat de oorsprong van deze waarde ook is;

g geïntegreerde strategieën uit te werken om de verwezenlijking van de bepalingen uit onderhavige Conventie te vergemakkelijken.

*Artikel 6. – Gevolgen van de Conventie*

Geen enkele van de bepalingen uit onderhavige Conventie zal geïnterpreteerd worden :

a als een beperking op of indruisend tegen de Rechten van de Mens en de Fundamentele vrijheden die door internationale instrumenten , met name de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en de Conventie tot vrijwaring van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, gevrijwaard zouden kunnen worden;

b als zijnde een invloed op de meer gunstige bepalingen betreffende het cultureel erfgoed en de omgeving die in andere juridische nationale of internationale instrumenten zijn opgenomen;

c als schepping van afdwingbare rechten.

**TITEL II — Bijdrage van het cultureel erfgoed tot de samenleving en de menselijke ontwikkeling***Artikel 7. – Cultureel erfgoed en dialoog*

De Partijen verbinden zich, via actie van de overheid en van de andere bevoegde organen, tot :

a het aanmoedigen van reflectie over de ethiek van en de manier waarop het cultureel erfgoed voorgesteld wordt alsook van het respect voor de diversiteit van de interpretaties;

b het creëren van bemiddelingsprocedures om op een billijke manier de situaties te regelen waarin tegenstrijdige waarden door verschillende gemeenschappen aan hetzelfde erfgoed worden toegekend;

c het vergroten van de kennis over het cultureel erfgoed als hulpmiddel om het vreedzaam samenleven te vergemakkelijken en het vertrouwen en wederzijds begrip te bevorderen, met de bedoeling conflicten op te lossen en te voorkomen;

d het integreren van deze acties in alle aspecten van opvoeding en permanente vorming.

*Artikel 8. – Omgeving, erfgoed en levenskwaliteit*

De Partijen verbinden zich tot het inzetten van alle erfgoedgerelateerde aspecten van de culturele omgeving :

a om de processen van economische, politieke, sociale en culturele ontwikkeling en ruimtelijke ordening te vrijmaken door indien nodig een beroep te doen op studies naar de culturele weerslag en op strategieën ter beperking van de schade;

b om een geïntegreerde benadering van het beleid met betrekking tot culturele, biologische, geologische en landschappelijke verscheidenheid ten gunste van een evenwicht tussen deze bestanddelen te bevorderen;

c om de sociale cohesie te versterken door het gevoel van gedeelde verantwoordelijkheid voor de gemeenschappelijke leefomgeving te begunstigen;

d om een doelstelling inzake kwaliteit voor hedendaagse creaties te promoten door zich in de omgeving te integreren zonder de culturele waarden in gevaar te brengen.

*Artikel 9. – Duurzaam gebruik het cultureel erfgoed*

Om het cultureel erfgoed te bewaren, verbinden de Partijen zich tot :

a het promoten van het respect voor de integriteit van het cultureel erfgoed door zich ervan te vergewissen dat de beslissingen tot aanpassingen worden ingegeven door een begrip van de culturele waarden die inherent zijn aan het erfgoed;

b het definiëren en promoten van de beginselen van duurzaam beheer en het aanmoedigen van onderhoud;

c het garanderen dat de specifieke noden voor het behoud van het cultureel erfgoed in alle algemene technische reglementeringen in aanmerking worden genomen;

d het promoten van het gebruik van de materialen, technieken en knowhow uit de traditie, en het verkennen van hun potentieel in een hedendaagse productie;

e het promoten van de hoge kwaliteit van de tussenkomsten via professionele kwalificatie- en accreditatiesystemen van personen, ondernemingen en instellingen.

*Artikel 10. – Cultureel erfgoed en economische activiteit*

Met het oog op het valoriseren van het potentieel van het cultureel erfgoed als factor van duurzame economische ontwikkeling verbinden de Partijen zich ertoe :

a de informatie over het economisch potentieel van het cultureel erfgoed uit te breiden en het te benutten;

b Het specifieke karakter en de belangen van het cultureel erfgoed bij het uittekenen van de economische beleidslijnen in aanmerking te nemen; en

c erop toe zien dat deze beleidslijnen de integriteit van het cultureel erfgoed respecteren zonder zijn intrinsieke waarden in gevaar te brengen.

**TITEL III. — Gedeelde verantwoordelijkheid voor het cultureel erfgoed en de deelname van het publiek***Artikel 11. – Organisatie van de publieke verantwoordelijkheden inzake cultureel erfgoed*

In het beheer van het cultureel erfgoed verbinden de Partijen zich tot :

a het promoten van een geïntegreerde en goed geïnformeerde benadering van de actie van de overheid in alle sectoren en op alle niveaus;

b het ontwikkelen van de wettelijke, financiële en professionele kaders die een gecombineerde actie van de overheid, de experts, de eigenaars, de investeerders, de ondernemingen, de niet-gouvernementele organisaties en het middenveld mogelijk maken;

c het ontwikkelen van innovatieve praktijken van samenwerking van de overheid met andere partijen;

d het respecteren en aanmoedigen van de vrijwillige initiatieven als aanvulling op de opdracht van de overheid;

e het aanmoedigen van de niet-gouvernementele organisaties die zich met erfgoedbescherming bezighouden om te handelen ten gunste van het openbaar nut.



*Artikel 12. – Toegang tot het cultureel erfgoed en deelname aan de democratie*

De Partijen verbinden zich ertoe :

a ieder deel te nemen aan :

– het proces waarin het cultureel erfgoed geïdentificeerd, bestudeerd, geïnterpreteerd, beschermd, bewaard en voorgesteld wordt;

– de reflectie en de publieke debatten over de kansen en uitdagingen die het cultureel erfgoed te bieden heeft;

b de waarde die aan het cultureel erfgoed wordt verbonden en aan de hand van dewelke de verschillende erfgoedgemeenschappen zich identificeren in aanmerking te nemen;

c de rol van de vrijwilligersorganisaties, enerzijds als partner bij de tussenkomsten en anderzijds als factoren voor een constructieve kritiek op het beleid inzake cultureel erfgoed, te erkennen;

d maatregelen te treffen om de toegankelijkheid van het erfgoed te verbeteren, in het bijzonder bij jongeren en armen, met het oog op sensibilisering over de waarde van erfgoed, de noodzaak het te onderhouden en te beschermen, en over de baten die het kan bieden.

*Artikel 13. – Cultureel erfgoed en kennis*

De Partijen verbinden zich ertoe :

a het opnemen van de dimensie van het cultuur erfgoed in alle onderwijsniveaus, niet noodzakelijk als specifiek studieobject maar als gedegen middel voor toegang tot andere kennisvelden, te vergemakkelijken;

b de link tussen onderwijs over cultureel erfgoed en permanente vorming te verstevigen;

c het interdisciplinair onderzoek rond cultureel erfgoed, de erfgoedgemeenschappen, de omgeving en hun verbanden aan te moedigen;

d de professionele permanente vorming en het uitwisselen van kennis en knowhow binnen en buiten het onderwijssysteem aan te moedigen.

*Artikel 14. – Cultureel erfgoed en informatiemaatschappij*

De Partijen verbinden zich tot het ontwikkelen van het gebruik van digitale technieken om de toegankelijkheid van het cultureel erfgoed en van de voordelen die eruit voortvloeien te verbeteren :

a door de initiatieven aan te moedigen die de kwaliteit van de inhoud begunstigen en ernaar streven de diversiteit van de talen en culturen in de informatiemaatschappij te garanderen;

b door op internationale schaal vergelijkbare normen te begunstigen in verband met het bestuderen, het bewaren, het valoriseren en beveiligen van het cultureel erfgoed en tegelijk te strijden tegen de smokkel van culturele goederen;

c door ernaar te streven de hindernissen inzake de toegankelijkheid van de informatie over het cultureel erfgoed weg te werken, in het bijzonder met pedagogische doeleinden, en tegelijk de intellectuele eigendomsrechten te beschermen;

d door zich er bewust van te zijn dat de creatie van digitale content betreffende het erfgoed de bescherming van het bestaande erfgoed niet in de weg zou moeten staan.

**TITEL IV. — Opvolging en samenwerking***Artikel 15. – Verbintenis van de Partijen*

De Partijen verbinden zich ertoe :

a via de Raad van Europa een opvolgingsfunctie inzake de wetgevingen, de beleidslijnen en de praktijken betreffende cultureel erfgoed te ontwikkelen, in overeenstemming met de beginselen die in onderhavige Conventie uiteen worden gezet;

b een gedeeld informatiesysteem, dat publiek toegankelijk is en de beoordeling van de uitvoering door elke Partij van de verbintenissen die uit onderhavige Conventie voortvloeien, te onderhouden, te ontwikkelen en te voorzien van gegevens.

*Artikel 16. – Opvolgingsmechanisme*

a Het Comité van Ministers zal, in overeenstemming met artikel 17 van het Statuut van de Raad van Europa, een geschikt comité in het leven roepen, of een reeds bestaand comité dat met de opvolging van de toepassing van de Conventie belast is en gemachtigd is om de modaliteiten voor de uitoefening van zijn opdracht te definiëren, aanstellen;

b het aldus aangestelde comité :

– stelt de procedureregels zo nodig vast;

– houdt toezicht op het in artikel 15 bedoelde systeem van gedeelde informatie door een samenvattend verslag op te stellen over de uitvoering van de verbintenissen uit de Conventie;

– formuleert een raadgevend advies betreffende elke vraag van één of meerdere Partijen in verband met de interpretatie van de Conventie en neemt daarbij alle juridische instrumenten van de Raad van Europa in aanmerking;

– Maakt, op initiatief van één of meerdere Partijen, een beoordeling van het ene of het andere aspect van hun toepassing van de Conventie;

– moedigt de transsectorale uitvoering van deze Conventie aan door met andere comités samen te werken en deel te nemen aan andere initiatieven van de Raad van Europa;

– maakt verslag op van zijn activiteiten aan het Comité van Ministers.

Het comité kan experts en waarnemers verbinden aan zijn werkzaamheden.

*Artikel 17. – Samenwerking in opvolgingsactiviteiten*

De Partijen verbinden zich ertoe onderling en in de Raad van Europa samen te werken voor de verwezenlijking van de doelstellingen en de beginselen van deze Conventie, in het bijzonder voor de promotie van de erkenning van het gemeenschappelijk erfgoed van Europa :

a door samenwerkingsstrategieën aan te nemen die beantwoorden aan de prioriteiten die weerhouden worden in het opvolgingsproces;

b door multilaterale en grensoverschrijdende activiteiten te promoten en door regionale samenwerkingsnetwerken te ontwikkelen voor de uitvoering van deze strategieën;

c door de verspreiding van goede praktijken uit te wisselen, te ontwikkelen, te codificeren en te garanderen;

d door het publiek te informeren over de doelstellingen en de uitvoering van de Conventie.

De Partijen kunnen, in onderling akkoord, financiële regelingen treffen om de internationale samenwerking te vergemakkelijken.

**TITEL V. — Eindclausules***Artikel 18. – Ondertekening en inwerkingtreding*

a Onderhavige Conventie staat open voor ondertekening door de Lidstaten van de Raad van Europa.

b Ze zal aan ratificatie, aanvaarding of goedkeuring worden onderworpen. De instrumenten voor ratificatie, aanvaarding of goedkeuring zullen bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa worden ingediend.

c Onderhavige Conventie zal in werking treden op de eerste dag van de maand die volgt op het verlopen van een periode van drie maanden na de datum waarop tien Lidstaten van de Raad van Europa verklaren dat ze ermee hebben ingestemd verbonden te zijn aan de Conventie, in overeenstemming met de bepalingen uit het vorige lid.

d Ze zal, voor elke Staat die ze ondertekent en er later mee zou instemmen dat ze eraan verbonden is, in werking treden op de eerste dag van de maand die volgt op het verlopen van een periode van drie maanden na de datum waarop het instrument voor ratificatie, aanvaarding of goedkeuring is ingediend.

*Artikel 19. – Aansluiting*

a Na de inwerkingtreding van onderhavige Conventie zal het Comité van Ministers van de Raad van Europa elke niet-Lidstaat van de Raad van Europa alsook de Europese Gemeenschap kunnen uitnodigen om zich bij onderhavige Conventie aan te sluiten, en dit bij beslissing genomen door de meerderheid, voorzien in artikel 20d van het Statuut van de Raad van Europa, en met unanimité van de vertegenwoordigers van de contracterende Staten die gerechtigd zijn te zetelen in de Raad van Ministers.

b Voor elke aansluitende Staat of voor de Europese Gemeenschap ingeval van aansluiting zal de Conventie in werking treden op de eerste dag van de maand die volgt op het verlopen van een periode van drie maanden na de datum waarop het instrument voor aansluiting is ingediend bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa.

*Artikel 20. – Territoriale toepassing*

a Elke Staat kan op het moment van ondertekening of van indiening van zijn instrument voor ratificatie, aanvaarding of aansluiting, de/het grondgebied(en) aanduiden waarop onderhavige Conventie van toepassing is.

b Elke Staat kan achteraf op elk moment via een verklaring, gericht aan de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa, onderhavige Conventie uitbreiden tot elk ander grondgebied dat in de verklaring wordt aangeduid. De Conventie zal voor dit grondgebied in werking treden op de eerste dag van de maand die volgt op het verlopen van een periode van drie maanden na de datum waarop de verklaring door de Secretaris-Generaal ontvangen is.

c Elke verklaring die op grond van de twee vorige leden gebeurt, zal per kennisgeving gericht aan de Secretaris-Generaal kunnen worden teruggetrokken met betrekking tot elk grondgebied dat in deze verklaring is aangeduid. De terugtrekking zal van kracht zijn op de eerste dag van de maand die volgt op het verlopen van een periode van zes maanden na de datum waarop de kennisgeving door de Secretaris-Generaal ontvangen is.

*Artikel 21. – Opzegging*

a Elke Partij kan onderhavige Conventie op elk moment opzeggen door een kennisgeving te richten aan de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa.

b Opzegging zal van kracht zijn op de eerste dag van de maand die volgt op het verlopen van een periode van zes maanden na de datum waarop de kennisgeving door de Secretaris-Generaal ontvangen is.

*Artikel 22. – Amendementen*

a Elke Partij en het comité dat vernoemd wordt in artikel 16 kunnen amendementen aan onderhavige Conventie voorstellen.

b Van elk voorstel van amendement wordt kennisgegeven aan de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa, die het overmaakt aan de Lidstaten van de Raad van Europa, aan de andere Partijen en aan elke niet-Lidstaat en de Europese Gemeenschap die zijn uitgenodigd om zich aan te sluiten bij onderhavige Conventie, in overeenstemming met de bepalingen vervat in artikel 19.

c Het comité onderzoekt elk voorgesteld amendement en legt aan het Comité van Ministers ter goedkeuring de tekst voor die weerhouden werd door een meerderheid bestaande uit drie vierden van de vertegenwoordigers van de Partijen. Na goedkeuring door het Comité van Ministers bij meerderheid, zoals voorzien in artikel 20 d van het Statuut van de Raad van Europa, en met unanimité van de Lidstaten die gerechtigd zijn te zetelen in het Comité van Ministers, zal de tekst ter aanvaarding verzonden worden naar de Partijen.

d Elk amendement zal, voor de Partijen die het aanvaarden, in werking treden op de eerste dag van de maand die volgt op het verlopen van een periode van drie maanden na de datum waarop tien Lidstaten van de Raad van Europa de Secretaris-Generaal kennis zullen hebben gegeven van hun aanvaarding. Het amendement zal, voor elke Partij die later zijn aanvaarding zou uiten, in werking treden op de eerste dag van de maand die volgt op het verlopen van een periode van drie maanden na de datum waarop de kennisgeving van de aanvaarding door de Secretaris-Generaal ontvangen is.

*Artikel 23. – Kennisgevingen*

De Secretaris-Generaal van de Raad van Europa zal aan de Lidstaten van de Raad van Europa, aan iedere Staat die aangesloten is of uitgenodigd is zich aan te sluiten bij onderhavige Conventie, en aan de Europese Gemeenschap die aangesloten is of uitgenodigd is om zich aan te sluiten, kennis geven van :

a elke ondertekening;

b het indienen van elk instrument van ratificatie, aanvaarding, goedkeuring of aansluiting;

c elke datum van inwerkingtreding van onderhavige Conventie, in overeenstemming met diens artikels 18, 19 en 20;

d elk voorgesteld amendement aan onderhavige Conventie, in overeenstemming met diens artikel 22, alsook de datum van inwerkingtreding van hetzelfde amendement;

e elke andere akte, verklaring, kennisgeving of mededeling in verband met onderhavige Conventie.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, hiertoe behoorlijk gemachtigd, onderhavige Conventie hebben ondertekend.

Opgesteld in Faro, op 27 oktober 2005, in het Frans en in het Engels, de twee teksten als bewijs geldend, in één exemplaar dat in de archieven van de Raad van Europa wordt opgeslagen. De Secretaris-Generaal van de Raad van Europa zal er een eensluidend verklaard afschrift van aan elk van de Lidstaten van de Raad van Europa overmaken

(1) Het verdrag van Lissabon tot wijziging van het verdrag over de Europese Unie en het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap is van kracht gegaan op 1 december 2009. Bijgevolg moet sinds die datum elke vermelding van de Europese Economische Gemeenschap gelezen worden als de Europese Unie.

Brussel, 31 maart 2017

De voorzitter,

De Secretaris

De Griffier

Brussel, 27 april 2017.

Voor de Brusselse Franstalige Regering :

F. LAANAN,

Minister-presidente van de Brusselse Franstalige Regering, bevoegd voor de Begroting, het Onderwijs, het Schooltransport, de Kinderopvang, Sport en Cultuur.

R. VERVOORT,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de Sociale Samenhang en Toerisme.

Cécile JODOGNE,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor het openbaar ambt, het gezondheidsbeleid.

D. GOSUIN,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de beroepsopleiding.

C. FREMAULT,

Minister van de Brusselse Franstalige bevoegd voor het Hulpbeleid voor personen met een handicap, de Sociale Actie, het Gezin en internationale Betrekkingen.